Les relations de classes sociales à Sudbury en 1919

par Donald Dennie

1919!

Peu d'années sont aussi mémorables dans l'histoire mouvementée des relations de classes sociales dans la société canadienne. Un an après la fin de la Première Guerre mondiale, deux ans après la révolution bolchévique en Russie, les relations entre la bourgeoisie et la classe ouvrière canadienne éclatent.

La répression militaire de l'État canadien et la récession de 1921 réussiront à redonner à la bourgeoisie une suprématie qui durera jusqu'au deuxième conflit mondial. Mais en 1919, les ouvriers, surtout qualifiés et mâles, s'organisent massivement en syndicats souvent radicaux, se mobilisent politiquement au sein de partis socialistes et travaillistes. Il s'agit pour certains de l'été des Indiens de la classe ouvrière canadienne[1]. Pour d'autres, l'année 1919 constitue la première révolte sérieuse des travailleurs contre la bourgeoisie et, jusqu'à un certain point, l'État canadien[2]. Le signe le plus évident de cette révolte est sans aucun doute la grève générale de Winnipeg en mai et juin 1919. Cette grève générale s'insère dans le cadre d'un mouvement de grèves généralisées à travers le Canada et même plusieurs sociétés occidentales[3].

Ce mouvement de protestation et de révolte de la part de nombreux ouvriers a suffisamment inquiété la bourgeoisie et l'État canadien pour que ce dernier ait recours, comme en 1886[4], à une Commission royale d'enquête. En effet, en mars 1919, le gouvernement unioniste nomme une Commission royale pour enquêter sur les relations industrielles au Canada.

Donald DENNIE, «Les relations de classes sociales à Sudbury en 1919», **Revue du Nouvel-Ontario**, n° 12, 1990, pp. 93 à 122.

> If the title suggests something of transformed bourgeois and state attitudes, then the contents of the two collections of testimony tell us much about the development of the Canadian working class. The specific material complaints enumerated by Canadian workers vary little from 1886 to 1919 : unemployment, low wages, high prices, long hours, unsafe and unsanitary working conditions, abysmal housing, the super-exploitation of women workers, employer blacklists, non-recognition of unions, refusal of collective bargaining all remain a constant in the working-class bill of grievances. What differs however is the workers' attitude. The cautious note of respectability and, in some cases, of near deference present in 1886 was transformed into a clarion cry for change[5].

Du 26 avril au 13 juin, les membres de cette Commission royale ont visité 28 centres industriels pour recevoir les témoignages de propriétaires et de travailleurs. Ces témoignages sont des plus éloquents pour démontrer le vécu des relations de classes à cette époque de la société canadienne. Les membres de la Commission ont visité Sudbury le 17 mai 1919 ; ils y ont rencontré des représentants de la bourgeoisie, de la petite bourgeoisie et surtout de la classe ouvrière. Les cent pages de témoignages qu'on y a recueillies sont des plus éloquentes pour démontrer le vécu des relations de classes à cette époque de l'histoire de la ville de Sudbury.

Cet article a pour objectif de résumer ces témoignages dans le contexte de la structure et de la formation des classes sociales à Sudbury. Avant de procéder, il est nécessaire de définir davantage le concept de classes sociales tel qu'il sera utilisé dans le cadre de cet article.

LES CLASSES SOCIALES

Peu de concepts ont suscité autant de débats et de controverses en sciences humaines que celui de classes sociales. En effet, à partir des définitions fort différentes qu'en ont fait Max Weber et Karl Marx au XIX^{e} siècle, une véritable industrie est née pour tenter de cerner cette réalité qu'est la classe sociale[6].

Cet article a emprunté l'orientation marxiste parce qu'elle explique plus clairement la réalité d'un milieu capitaliste industriel

naissant comme celui de Sudbury en 1919. Le concept de classes sociales se réfère à la notion de propriété et aux droits qu'elle procure. Le contrôle de la propriété et les droits qui en découlent constituent les éléments principaux de la dynamique et de la relation de classes sociales[7].

Dans une société capitaliste, les propriétaires des moyens de production – la bourgeoisie – contrôlent des droits non seulement par rapport à la propriété privée mais aussi par rapport à la propriété d'État. Cette propriété accorde entre autres le droit d'utiliser certains biens et services; elle donne aussi le droit d'exclure d'autres groupes et d'autres personnes de cette utilisation[8]. En pouvant exclure une partie importante de la population de la propriété privée de moyens de production et de l'utilisation de la propriété commune gérée par l'État, la classe bourgeoise se produit et se reproduit elle-même ainsi que la classe ouvrière. Les conflits reliés à la propriété et aux droits qu'elle confère constituent ainsi la structure fondamentale des classes sociales.

Cette structure repose également sur le fait qu'une classe, la bourgeoisie, peut acheter la force de travail d'une autre classe, la classe ouvrière, en exercant ses droits de propriété et ainsi en profiter. Le travail ou plus précisément les droits de pouvoir contrôler la force et le processus de travail, constituent par conséquent une autre dimension essentielle de la structure et des relations de classes. C'est cet élément primordial que Marx a si bien analysé dans *Le Capital.*

Les dimensions de propriété et de travail sont donc essentielles pour la compréhension de la structure des classes sociales. Dans le mode de production capitaliste, ceux et celles qui ont la propriété privée des moyens de production occupent la position de la classe bourgeoise; ceux et celles qui n'ont pas cette propriété et qui par conséquent sont obligés de vendre leur force de travail pour survivre occupent la position de la classe ouvrière. Il existe une troisième classe, la petite bourgeoisie, dont les membres possèdent la propriété des moyens de production mais achètent ou utilisent aussi leur propre force de travail.

> At a minimum, class analysis must identify the interplay between classes and the dynamics of class action as they are manifest in the development of capitalism. This includes the relationship between the two primary classes of capitalism : capitalists, who own the means of production

and employ the labour power of others; and workers, who are compelled to sell their labour power because they lack control over the means of production. It also includes the declining fortunes of the petite bourgeoisie who own their own means of production but employ mainly their own labour power and that of their families[9].

Afin d'analyser et de comprendre la complexité des classes sociales, il est utile non seulement d'étudier la structure des classes sociales mais aussi les dimensions subjectives qui y sont reliées, soit l'action, la formation et le vécu des classes. L'action de classe comprend les pratiques et les luttes des individus et des membres des classes; la formation comprend la conscience de classe ainsi que ses capacités organisationnelles (syndicats, partis politiques).

Le concept de classe comprend donc les deux dimensions de structure (objective) et de formation (subjective). Ces deux dimensions sont utilisées dans la suite de cet article pour analyser le phénomène de classes sociales à Sudbury en 1919.

SUDBURY : 1883-1900

Dès ses débuts en 1883, le village et la région de Sudbury constituent une formation sociale qui deviendra typique du Nord de l'Ontario, c'est-à-dire une formation constituée d'abord de deux modes de production, l'un capitaliste dans le village de Sudbury et certains camps miniers environnants et l'autre de petite production agricole indépendante dans quelques communautés agricoles habitées par des colonisateurs canadiens-français et finlandais au nord, à l'ouest et au sud de Sudbury.

En ce qui a trait à la formation sociale capitaliste qui domine Sudbury et les camps environnants, elle est le résultat de l'interaction de trois classes: premièrement la bourgeoisie canadienne, américaine et britannique dans les secteurs du transport ferroviaire, des mines et de l'industrie forestière, deuxièmement une classe ouvrière fort anonyme et mobile qui travaille pour le Canadien-Pacifique, dans les petits commerces du village et de la ville (en 1893) de Sudbury, ainsi que dans les camps miniers et forestiers environnants; enfin, une petite bourgeoisie de marchands et de professionnels qui contrôle les propriétés foncières de Sudbury, ses institutions politiques et qui, greffée sur la

production minière et forestière de la région, devient dès ses débuts le promoteur de Sudbury en tant que centre de services et de distribution non seulement de la région immédiate mais de tout le Nord-Est ontarien.

Le village de Sudbury est le résultat, en 1883, de la décision du Canadien-Pacifique d'y installer un camp de construction de sa voie ferrée vers l'Ouest[10]. Il s'agit donc d'un vaste projet d'un secteur de la bourgeoisie canadienne, aidée par l'État canadien, qui ouvre la région du Nord de l'Ontario grâce à la force de travail de milliers d'ouvriers canadiens-français, canadiens-anglais, chinois et autres. L'histoire de cette bourgeoisie à Sudbury n'est pas aussi longue que celle des grands propriétaires miniers et forestiers qui suivront immédiatement après la construction de la voie ferrée. Toutefois le Canadien-Pacifique demeure une présence importante à Sudbury à cause des travailleurs et travailleuses qu'il y emploie et aussi à cause du montant important de propriétés foncières qu'il détient dans la ville de Sudbury[11]. Les grands propriétaires du Canadien-Pacifique ne demeureront jamais à Sudbury; ils y seront représentés par un cadre de superviseurs et de gérants qui constituent le premier cadre de surveillants du grand capital à Sudbury.

Deux autres grands groupes de capitalistes arrivent à Sudbury peu de temps après le Canadien-Pacifique. Il s'agit des propriétaires de compagnies minières et de compagnies forestières, la plupart américains mais plusieurs canadiens et britanniques. Dans les mines, la compétition entre capitalistes est féroce au moins jusqu'en 1900. Des entrepreneurs américains de la trempe de Samuel Ritchie et sa compagnie, la Canadian Copper, ont tôt fait de se porter acquéreurs de nombreuses propriétés dans le canton de McKim[12] (dans lequel est situé Sudbury) et dans les cantons environnants. La compagnie H.H. Vivian de Grande-Bretagne est, au début, la deuxième entreprise capitaliste d'importance à se lancer dans l'exploitation des gisements miniers de la région de Sudbury. Deux groupes de capitalistes canadiens, l'un regroupé dans la compagnie Dominion Mineral (dans laquelle on retrouve un ancien surintendant du Canadien-Pacifique, James Worthington) et l'autre dans les compagnies Nickel Copper of Canada et Canadian Nickel, sont aussi actifs dans la région mais sans beaucoup de succès. Ces entrepreneurs sont liés à un groupe de prospecteurs, pour la plupart canadiens, qui ont tôt fait de vendre leurs découvertes aux compagnies.

À la suite d'une première vague de découvertes et d'exploitation des gisements miniers entre 1886 et 1894, la Canadian Copper se retrouve presque seule dans la région de Sudbury. Cette situation monopoliste est due à de nombreux facteurs, dont son association à la compagnie Orford Copper mais surtout à son contrôle des nombreuses propriétés dont elle a fait l'acquisition[13]. En 1891, le fondateur de la Canadian Copper, S.J. Ritchie, avait perdu son poste de président de la compagnie et Robert Thompson (propriétaire de la compagnie Orford Copper), en est devenu le maître incontestable. Au cours des dernières années du XIX^{e} siècle, la Canadian Copper est en mesure de livrer une lutte de plus en plus aggressive non seulement pour le contrôle des propriétés minières dans la région de Sudbury mais aussi pour le marché mondial du nickel. La situation monopoliste que s'est assurée cette entreprise dans la région de Sudbury ne sera menacée qu'au début du XX^{e} siècle lorsqu'une compagnie britannique, la Mond, y établira des mines et une raffinerie.

Dans le domaine de l'industrie forestière, de nombreux capitalistes canadiens et américains se livrent une chaude concurrence surtout à partir des années 1890 dans la région et le district de Sudbury. On y retrouve des compagnies dont les propriétaires viennent de la Vallée de l'Outaouais, de la Baie Georgienne et du Michigan[14]. Les propriétaires américains furent au début les plus importants dans la région mais en 1898 le gouvernement ontarien[15] obligea ces derniers à construire des moulins sur les rives de la Baie Georgienne ce qui eut pour effet d'accroître le nombre et l'importance des compagnies canadiennes.

Contrairement aux capitalistes canadiens et américains impliqués dans le Canadien-Pacifique ou l'industrie minière, les propriétaires de compagnies forestières s'établiront à Sudbury dès le début du XX^{e} siècle. Ils y investiront aussi leur capital dans quelques entreprises et s'impliqueront dans la politique à tous les niveaux.

Au cours de la dernière décennie du XIX^{e} siècle, le capital investi dans l'industrie forestière sera responsable en grande partie de la croissance de Sudbury. Le capital de l'industrie minière ne prendra de l'importance qu'après 1898, soit le début de la guerre entre les États-Unis et l'Espagne lorsque la demande pour le nickel sera à la hausse.

Les investissements et les activités de ces capitalistes canadiens, américains et britanniques dans la région de Sudbury n'auraient pas réussi sans l'intervention de l'État canadien. En effet, c'est en transformant des terres publiques en terres privées pour les besoins des compagnies ferroviaires, minières et forestières que l'État aux niveaux provincial et fédéral a permis en grande partie l'accumulation du capital de ces grands propriétaires. C'est en vendant ou en louant des territoires grâce à un système complexe et changeant de permis et de concessions que l'État a permis aux propriétaires d'accumuler leur capital; en revanche, ces ventes et locations ont aussi permis à l'État de renflouer ses propres coffres. De plus, l'État a joué un rôle de promotion et d'administration en faveur du capital privé par le biais de ses bureaux et de ses fonctionnaires.

LA CLASSE OUVRIÈRE

Anonyme et abondante : voilà les deux caractéristiques qui décrivent la classe ouvrière de la région et de la ville de Sudbury de 1883 à 1900. Les propriétaires des mines et des camps forestiers ne semblent pas avoir eu beaucoup de difficultés à recruter des travailleurs, surtout canadiens-français et canadiens-anglais, (anglais et irlandais) de plusieurs parties de l'Ontario et du Québec[16]. Attirés d'abord par la construction du Canadien-Pacifique, ils s'installent à Sudbury comme cheminots ou comme travailleurs miniers et forestiers lorsque la découverte du nickel par le forgeron Thomas Flanagan à quelques kilomètres à l'ouest du village assure une certaine permanence à la communauté. Des travailleurs finlandais, allemands et italiens s'ajoutent bientôt à la force ouvrière dans les camps miniers et forestiers.

Bien qu'anonyme à cause du manque de documentation à son égard, on sait tout de même que cette classe ouvrière est aussi fort mobile; le Canadien-Pacifique y transporte de nombreux travailleurs pour les mines et les camps de bois. Cette population flottante enrichit les propriétaires d'hôtels qui sont nombreux à cette époque[17].

Cette classe comprend un très grand nombre de travailleurs non qualifiés (surtout des manoeuvres; selon Cuthbert Brandt, ces derniers constituent 35% de la classe ouvrière). Elle comprend aussi des travailleurs qualifiés tels des menuisiers et des

forgerons (10% selon Cuthbert Brandt) et des travailleurs cléricaux employés dans les magasins, les hôtels et les restaurants de la ville. Il est difficile de préciser si les ouvriers qualifiés sont à leur propre compte ou s'ils vendent leur force de travail aux deux entrepreneurs importants de l'époque, J.-B. Laberge et W.C. Evans. On retrouve aussi des bouchers et des barbiers. Les employés du Canadien-Pacifique constituent la plus grande proportion des travailleurs dans la ville même de Sudbury.

Les travailleuses sont employées principalement dans les hôtels et les résidences privées de la petite bourgeoisie locale. On retrouve à l'époque quelques enseignantes. Le travail de bureau et de vente dans les magasins est réservé aux hommes.

Il s'agit donc d'un groupe abondant et anonyme d'hommes qui vendent leur force de travail aux grands propriétaires des camps miniers et forestiers à l'extérieur de la ville. Dans ces camps, les travailleurs devaient demeurer dans les facilités résidentielles contrôlées par les propriétaires. Dans la ville même, à l'exception des employés du Canadien-Pacifique, plusieurs de ces travailleurs et travailleuses sont membres de la famille même des propriétaires d'établissements commerciaux et hôteliers. Ces travailleurs ne sont pas encore regroupés dans des organisations syndicales. Ils sont toutefois membres de nombreuses loges. En effet, Sudbury comptait environ huit loges protestantes à cette époque[18] dirigées par des membres de la petite bourgeoisie mais dans lesquelles les travailleurs étaient membres. Les ouvriers canadiens-français étaient membres de leur propre société, soit la Société Saint-Jean Baptiste établie le 4 juin 1893[19].

En somme, cette classe ouvrière est anonyme, abondante et mobile. Il faudra attendre encore quelques années avant que certaines sections de cette classe commencent à s'organiser et à protester contre les conditions de vie et de travail que leur réservent les camps miniers et forestiers.

La petite bourgeoisie, composée en grande partie de commerçants, est la première à contester la suprématie de la bourgeoisie dès les débuts de Sudbury. Puisqu'en 1883, le Canadien-Pacifique contrôlait très étroitement le village de Sudbury, les premiers marchands, habitués à suivre les camps de construction ferroviaires, établissent leurs commerces dans des tentes souvent sur la propriété des Jésuites où ils pouvaient échapper au contrôle des cadres du Canadien-Pacifique.

En 1886, après que le Canadien-Pacifique eut déménagé ses bureaux plus à l'ouest et que la région eut pris un certain air de permanence à la suite de la découverte de minérais, les premiers marchands établirent les structures du conseil du canton de McKim. En 1893, ils s'assurent aussi le contrôle du conseil municipal de la ville de Sudbury[20], un contrôle qu'ils n'allaient pas céder pendant près d'un siècle. Jusqu'en 1900, plus de 60% des édiles municipaux et tous les maires sont des commerçants tels Stéphane Fournier et Frank Cochrane. Ce dernier devient bientôt la personnalité locale la plus en vue et assumera au début du XX^{e} siècle un rôle de premier plan au sein du gouvernement provincial tout en conservant des liens étroits avec les propriétaires de mines et des compagnies forestières.

Cette petite bourgeoisie, composée (en plus des commerçants) d'entrepreneurs, d'agents d'assurance, d'hôteliers et de professionnels, n'achète pas beaucoup de main-d'oeuvre à cette époque. Il s'agit en somme d'une petite bourgeoisie traditionnelle, soit à la fois propriétaire et travailleur dans ses propres établissements. Certains toutefois pouvaient déjà se permettre des domestiques et des jardiniers. Plusieurs, dont Louis Laforest, propriétaire d'hôtel, sont aussi prospecteurs et impliqués dans l'industrie forestière.

Cette petite bourgeoisie se donne très tôt des institutions pour promouvoir ses intérêts communs dont le conseil municipal et le Board of Trade. Ces deux institutions permettent à la petite bourgeoisie de promouvoir la construction de routes et de chemins de fer ainsi que des politiques fiscales pour favoriser les activités minières et forestières[21].

Les membres de cette classe sont en général mâles, anglo-saxons et canadiens-français. Ils détiennent une proportion importante des propriétés foncières de Sudbury ce qui leur permet de s'assurer le contrôle des institutions politiques de la ville. Ils dépendent toutefois en grande partie des bonnes fortunes du grand capital canadien et étranger.

SUDBURY : DE 1900 À 1919

À la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} siècle, le grand capital surtout minier prend des mesures pour transformer la région de Sudbury de telle sorte qu'en 1919 Sudbury est passée d'une

communauté de frontière à un centre industriel. En effet, lors de son passage à Sudbury en juin 1919, le surintendant général du Canadien-Pacifique responsable du secteur du Lac Supérieur, M. J.J. Scully, dit de la région qu'elle est devenue le deuxième Hamilton du Canada[22].

Cette transformation est sans doute le résultat de l'investissement du capital minier dans l'augmentation de ses forces productives. Toutefois, deux autres secteurs de la bourgeoisie, soit l'industrie ferroviaire et forestière, contribuent aussi aux changements que connaît la région.

Les propriétaires de chemins de fer décident, au tournant du siècle, de construire de nouveaux réseaux ferroviaires à travers le Nord de l'Ontario et de la région de Sudbury. Ces décisions sont en grande partie reliées à l'exploitation accrue des gisements miniers et des concessions forestières.

Le Canadien-Pacifique améliore et agrandit ses installations à Sudbury et à travers la région en y construisant une nouvelle gare et une voie de Sudbury à Toronto. À la fin du XIX^{e} siècle, le Canadien-Pacifique avait complété son embranchement vers le Sault Sainte-Marie; cette ligne traversait la plupart des camps miniers à l'ouest de Sudbury[23].

D'autres capitalistes ne tardent pas à se lancer dans la construction de voies ferrées à l'ouest, à l'est et au nord de Sudbury. Le capitaliste américain F.H. Clergue, en voie de bâtir un empire industriel à Sault Sainte-Marie, se porte acquéreur de la compagnie Manitoulin and North Shore et entreprend dès 1900 la construction de lignes ferroviaires vers Sudbury pour le transport de minérais et de produits forestiers; il décide de construire d'autres lignes vers l'ouest pour rejoindre celles de son autre compagnie, l'Algoma Central. Le Manitoulin & North Shore, devenu l'Algoma Eastern, traverse cinq sites miniers, dont deux qui sont la propriété de Clergue et trois de la Canadian Copper. L'une des mines de la Canadian Copper desservie par l'Algoma Eastern est la Creighton[24], qui deviendra la mine la plus productrice au début du XX^{e} siècle.

À la fin du XIX^{e} siècle, les entrepreneurs torontois Donald Mann et William MacKenzie obtiennent une charte pour la compagnie James Bay dans le but de construire une voie ferrée de Toronto à James Bay. En 1905, la James Bay change son nom, devient la Canadian Northern Ontario et entreprend la construction de lignes vers l'Ouest canadien lesquelles traversent

évidemment le Nord-Est ontarien. En 1906, MacKenzie et Mann décident de construire une voie de Parry Sound à Coniston, à l'est de Sudbury, et ensuite vers Capreol au nord où ils sont propriétaires de gisements de fer. En 1908, le CN construit un embranchement et une gare à Sudbury; de 1912 à 1914, cette compagnie construit une voie de Montréal à Port Arthur en passant par Capreol.

En 1914, toute cette construction de voies ferrées dans la ville et la région de Sudbury est terminée. Cet investissement important de capital de la part des grands propriétaires de compagnies ferroviaires relié à l'investissement dans les industries minières et forestières ont eu des retombées importantes dans toute la région. Les Clergue, MacKenzie et Mann sont eux-mêmes propriétaires de mines et d'importants investisseurs dans d'autres activités d'exploitation de ressources naturelles.

Les capitalistes propriétaires de compagnies forestières sont nombreux au début du siècle dans la région et le district de Sudbury. Leur importance au niveau de l'investissement de capital durera jusqu'en 1930. Ils emploient une force de travail abondante, saisonnière, qui exploite de façon plus ou moins systématique les terrains boisés de la région pour nourrir les moulins établis sur les rives nords du Lac Huron et de la Baie Georgienne.

> Between 1901 and 1930, 2 billion, 520 million board feet of sawlog timber were taken from the Sudbury District alone, without taking into consideration pulpwood operations, railway ties, cedar poles, etc.[25]

Au cours de cette période, quelque 235 compagnies détiennent des permis pour exploiter les concessions forestières, dont en moyenne 25 sont actives à chaque année dans le district. On retrouve environ vingt compagnies imposantes qui récoltent 80% du bois dans la région. Certaines sont américaines, d'autres canadiennes. Plusieurs propriétaires de ces compagnies émigrent de la région Pembroke-Renfrew pour s'établir à Sudbury dont W. J. Bell, sans aucun doute le capitaliste le plus important à Sudbury au début du siècle[26]. Ses compagnies, Arnold & Bell, Hale & Bell et Spanish River ont été des entreprises considérables dans le district de Sudbury. On retrouve aussi de nombreux propriétaires moins imposants tels W.C. Cochrane (le

fils de Frank) et Louis Laforest qui investissent dans l'industrie pendant cette période.

Bien que le capital investi dans l'industrie forestière ait été important pour la ville et la région de Sudbury, c'est sans aucun doute le capital minier qui transforme le plus cette région au cours des premières décennies du XX^{e} siècle.

L'ère de la concurrence entre plusieurs entrepreneurs et compagnies minières est presque révolue au tournant du siècle. Bien que la compagnie britannique Mond exploite des mines et des raffineries et bien que certains entrepreneurs tels F.H. Clergue tentent de s'installer dans le Bassin, la Canadian Copper conserve un contrôle incontesté. Il s'agit presque d'une situation de monopole car la Mond s'est avérée beaucoup plus une alliée qu'un compétiteur sérieux[27]. En 1929, les deux compagnies allaient se fusionner dans l'International Nickel.

Au début du siècle, la Canadian Copper s'était alliée à la compagnie Orford Copper pour fonder, avec l'aide financière du capitaliste américain J. P. Morgan et de la United States Steel Corporation, la compagnie International Nickel. Cette fusion combinait ainsi les capacités de raffinerie de la compagnie Orford et les propriétés minières de la Canadian Copper et la Société Minière Calédonienne en Nouvelle Calédonie[28]. La seule autre concurrence sérieuse qu'aient connu Mond et International Nickel fut celle de la British America Nickel Corporation, une compagnie britannique et canadienne dirigée par James H. Dunn, président de Algoma Steel[29]. Le contrôle du marché du nickel et des marchés financiers des États-Unis que pouvaient exercer l'International Nickel et J.P. Morgan ont contribué à la faillite de la B.A.N.C. au début des années 1920[30]. Mais c'est aussi son incapacité de se procurer une source fiable d'énergie hydro-électrique pour le fonctionnement de ses mines qui a contribué à sa faillite.

L'International Nickel et la Mond, par l'intermédiaire de leurs filiales respectives, Huronian Power Company et Lorne Power, ont construit en 1904 et 1908 des barrages sur les rivières Spanish et Vermillion, à l'ouest de Sudbury, afin d'y installer des facilités hydro-électriques pour alimenter leurs mines et fonderies. D'autres compagnies privées, dont la Wahnapitae Power Company, la propriété de Frank Cochrane et William McVittie, ainsi que la Sudbury Power Company avaient construit d'autres facilités en utilisant les rivières Wahnapitae, à

l'est, et Vermillion pour alimenter non seulement ces compagnies mais la ville de Sudbury et certaines de ses industries[31].

Ces facilités ont permis aux compagnies minières surtout d'augmenter sensiblement leur production de minérais à compter de 1908. Si, au début du siècle, la production de nickel dans le Bassin de Sudbury était toujours inférieure à celle de la Nouvelle Calédonie, elle lui était devenue supérieure à la veille de la Première Guerre mondiale.

L'énergie hydro-électrique introduite dans les mines et les fonderies à compter de 1905 a eu pour effet de transformer assez radicalement les méthodes d'exploitation et de traitement du nickel à cette époque. Elle a eu pour effet, aussi, de transformer les relations de production car c'est à partir de ce moment que les travailleurs commencent à protester contre le rythme accru et la mécanisation de la production dans les mines et les fonderies[32].

Cette mécanisation et cette augmentation de la production avant et pendant la guerre ont nécessité une structure plus complexe de supervision et de contrôle de la part des compagnies minières afin de pouvoir mieux diriger leur force de travail. C'est au cours de cette période qu'on remarque l'augmentation du personnel cadre dans les mines mais aussi l'introduction du personnel scientifique. La structure administrative devient en effet plus lourde et complexe dans les compagnies minières. On remarque aussi l'embauche d'ingénieurs miniers pour remplacer graduellement les prospecteurs qui, au cours des premières années, avaient joué un rôle de premier plan dans la région de Sudbury. Ainsi, au cours des deux premières décennies du XX^{e} siècle, la bourgeoisie américaine, canadienne et britannique a investi un capital imposant dans certains secteurs de la région de Sudbury. Cet investissement a eu pour effet d'augmenter considérablement ses forces productives et de transformer les relations de production.

LA PETITE BOURGEOISIE

Les deux premières décennies du XX^{e} siècle constituent à plusieurs égards un âge d'or pour la petite bourgeoisie de Sudbury suite à l'investissement massif du capital dans la région.

Ses rangs se gonflent et se diversifient ce qui a pour effet de créer une stratification qui n'était pas évidente au XIX[e] siècle. Alors qu'on comptait quelque 200 membres de cette classe en 1906, ils se chiffrent par plus de 560 en 1921[33]. Malgré cette croissance, cette classe est toujours dominée par les commerçants. Mais elle compte de plus en plus de propriétaires de petites industries qui se sont établies à Sudbury entre 1905 et 1914 grâce principalement à l'énergie hydro-électrique que la ville se procure de la Wahnapitae Power Company[34].

Au cours des années qui ont précédé la guerre de 1914, ces industriels investissent leur capital dans une série d'entreprises telles une brasserie, la Sudbury Brewing and Malting propriété de J.J. Mackey, George Fee et J.J. Doran[35]; une fonderie locale, la Sudbury Construction and Machinery; un nouveau journal de langue anglaise, le *Sudbury Star,* propriété de W.E. Mason[36]; une compagnie de tramways électriques, la Sudbury-Copper Cliff Suburban Electric Railway Company[37]. Cette compagnie de transport, construite avec l'aide technique de Mackenzie et Mann, propriétaires du Canadian Northern, avait pour objectif de relier le centre commercial de Sudbury aux villages miniers environnants afin que les mineurs et leurs familles puissent s'y approvisionner.

Les membres de la petite bourgeoisie élargissent leurs investissements dans des commerces établis (Laberge, Evans), construisent des édifices pour bureaux, magasins et appartements. Pour desservir ce centre grandissant, les rangs des hommes professionnels – avocats, médecins, ingénieurs, comptables – s'accroissent.

En somme, cette petite bourgeoisie travaille de plus en plus au cours de cette période pour développer un marché régional et pour faire de Sudbury un centre de services et de distribution pour tout le Nord-Est de l'Ontario. Par l'intermédiaire du Board of Trade surtout, elle cherche à développer l'infrastructure routière de la région afin de permettre aux communautés agricoles environnantes, surtout les communautés canadiennes-françaises, d'avoir accès au marché de Sudbury[38].

Au cours de cette période certains membres de la petite bourgeoisie accèdent aux rangs de la haute bourgeoisie alors que d'autres demeurent des propriétaires de petits commerces. Les marchands ont sensiblement amélioré leur position au sein de cette classe; ils constituaient 22% de la petite bourgeoisie en

1906 mais 31% en 1921. Par contre les prospecteurs perdent de 11% en 1906 à 1% en 1921.

La petite bourgeoisie est propriétaire de 70% des propriétés foncières au cours de cette période. Elle a perdu un peu de poids dans ce domaine par rapport à la bourgeoisie, surtout extérieure, qui investit de plus en plus à Sudbury. Ainsi les banques, les compagnies d'assurances nationales, les grossistes investissent de plus en plus à Sudbury à mesure que le marché se développe. Des bourgeois locaux, surtout les propriétaires de compagnies forestières, tels W.J. Bell, investissent aussi considérablement dans le marché local et régional.

Les membres de la petite bourgeoisie n'embauchent pas, au niveau individuel, une force de travail imposante. En effet, environ trois-quarts de ces petits propriétaires embauchent moins de cinq travailleurs au cours de cette période.

Une élite bien définie se forme au cours du début du siècle. Composée de marchands, d'industriels et de professionnels anglo-saxons, canadiens-français[39], italiens et juifs, elle domine la scène sociale et politique municipale. Bien qu'elle soit dominée par des hommes, on retrouve un certain nombre de femmes propriétaires qui proviennent des familles dominantes.

Il ne fait pas de doute qu'au cours de ces deux premières décennies, la petite bourgeoisie se définit de plus en plus comme une classe en soi. Elle promeut ses intérêts surtout par l'intermédiaire des institutions telles le Board of Trade, le conseil municipal et les conseils scolaires. Plusieurs de ses membres acquièrent un style de vie qui se distingue surtout de la classe ouvière. Plusieurs se construisent des maisons unifamiliales imposantes dans le secteur des rues Larch, Cedar et Drinkwater ainsi que près du lac Ramsey. Il s'agit de résidences de trois étages, construites en briques et en pierres, entretenues par des servantes et des jardiniers.

La petite bourgeoisie se définit de plus en plus par rapport à la classe ouvrière dont elle craint les éléments étrangers et les manifestations de plus en plus nombreuses dans les rues de la ville. Mais elle se définit aussi par rapport à la grande bourgeoisie qui investit dans la région. Ce n'est pas une classe homogène toutefois; les politiques au sujet d'une raffinerie du nickel en sol canadien et au sujet d'un mouvement d'indépendance du Nouvel-Ontario divisent ses rangs. Mais dans

l'ensemble, elle agit et se perçoit comme une classe au sein de la société locale et régionale.

TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

Si la classe ouvrière à Sudbury était silencieuse et anonyme au XIX[e] siècle, elle commence à prendre parole et à s'organiser au cours des deux premières décennies du nouveau siècle.

La structure de cette classe suit en quelque sorte les cycles d'investissement du capital dans la région. Dans la ville même de Sudbury, elle est composée principalement de travailleurs non qualifiés, tels les journaliers, mais aussi de travailleurs qualifiés tels les menuisiers et les briqueleurs; on retrouve de nombreux cheminots et d'autres travailleurs reliés au transport. Les commis employés dans les magasins et les hôtels sont aussi en grand nombre. En général, cette classe ouvrière est mâle mais contient de plus en plus de travailleuses. On remarque en effet une féminisation de certaines occupations telles l'enseignement et le secrétariat ce qui reflète les tendances dans la société canadienne à cette époque[40].

À l'extérieur de la ville, dans les camps miniers et forestiers, la classe ouvrière était toute autre. La force de travail était en grande partie composée de journaliers mais aussi d'ouvriers qualifiés employés à la construction et la réparation des édifices et de l'équipement. De plus en plus, ces travailleurs des mines et des forêts étaient finlandais, russes, ukrainiens, suédois, polonais et autrichiens, en somme, ils étaient de nationalités autres que britannique et canadienne-française. Cette composition ethnique de la force de travail minière et forestière reflétait ainsi les changements dans la structure ethnique de la ville de Sudbury.

Ces travailleurs de mines et de forêts demeuraient encore très peu nombreux dans la ville même de Sudbury.

Les membres de la classe ouvrière sont propriétaires d'environ 10% des propriétés de la ville; ce sont les menuisiers qui sont les propriétaires les plus importants au sein de cette classe.

Contrairement au XIX[e] siècle, les travailleurs s'organisent et commencent à protester pendant cette période. Les organisations ouvrières varient. Les Finlandais et les Ukrainiens se regroupent en général dans des organisations socialistes dès le début du siècle; ils se donnent des publications et des

organisations sportives socialistes ainsi que deux salles, le Liberty Hall et le Labor Temple dans l'ouest de la ville où se retrouvent de plus en plus les quartiers ouvriers et populaires. En 1917, l'hebdomadaire finlandais *Vapaus* commence à publier (il deviendra quotidien bien avant le *Sudbury Star*). Ces organisations plus radicales rejoignent en général les travailleurs non qualifiés des mines et des forêts.

Les travailleurs qualifiés, généralement canadiens-anglais et canadiens-français, se regroupent plutôt au sein de syndicats nord-américains moins radicaux. Ces deux clans au sein de la classe ouvrière s'opposeront lors de l'établissement du Sudbury Trades and Labour Council après la guerre.

La syndicalisation des travailleurs à Sudbury s'est avérée plutôt lente si on la compare à d'autres centres industriels. Ainsi en 1911, seulement 87 travailleurs sont membres de cinq syndicats. En 1913 et 1914, le nombre de syndiqués est de 348 et 306 respectivement. Après une baisse significative de 1915 à 1917, le nombre monte à 153 en 1918 et à 800 en 1919 lorsque 18 syndicats locaux sont à l'oeuvre dans la ville et la région[41].

Les syndicats regroupent surtout les travailleurs de métier de la ville. Dans les camps miniers, les organisations syndicales, surtout la Western Federation of Miners, précurseur du Mine-Mill, tenteront à quelques reprises de regrouper les mineurs. La première tentative a lieu en 1913 et le syndicat existera pendant un an.

> However, because of overwhelming pressure from management, this first local in the Sudbury Basin lasted only one year, its membership hounded out of the industry[42].

Jusqu'en 1943, plusieurs tentatives d'organiser les mineurs allaient échouer face aux stratégies d'intimidation, de renvoi et de chantage de la part des compagnies minières.

Le nombre relativement bas de syndicats à Sudbury au cours de cette période s'explique en partie par la difficulté d'organiser les travailleurs des mines et des forêts mais aussi par la petite taille des entreprises commerciales dans la ville. Tel que mentionné auparavant, la plupart des entreprises à l'intérieur de la ville n'avaient que cinq travailleurs ou moins, dont certains étaient membres de la famille du propriétaire. Toutefois,

comparativement au XIX[e] siècle, il est évident que les organisations ouvrières à Sudbury sont plus nombreuses.

Les travailleurs protestent aussi davantage : dans les mines contre les conditions de travail dues à la production accélérée et dans les rues de la ville de Sudbury contre les conditions de vie. En effet, en 1914, pour la première fois dans l'histoire de la ville, des membres de la classe ouvrière organisent des manifestations dans les rues pour protester contre le chômage et leurs conditions de logement.

> Sudbury witnessed something distinctly new Monday afternoon when about four hundred out of work men paraded the main streets of the town. They started from their haunt where they are being housed in boxcars on the Stobie tracks of the Canadian Pacific in the Township of McKim and traversed the streets of the town at some length. The affair was orderly throughout. It was distinctly new and novel to Sudbury[43].

Ce même genre de manifestations allait se répéter quelques jours plus tard. Cette fois, la force constabulaire est intervenue pour disperser les manifestants.

À partir de cette date, l'élite locale, et surtout le *Star* qui allait devenir son porte-parole officiel contre la classe ouvrière, allait se montrer inquiète face à ces protestations ouvrières. En 1918, plusieurs chômeurs furent arrêtés par les agents policiers. Peu de temps avant la grève générale de Winnipeg, en 1919, le *Star* commença à publier des articles sur les activités des organisations ouvrières à Sudbury qu'il relie à la révolution russe. L'hebdomadaire de langue anglaise alla même jusqu'à publier un article à l'effet que les rues de la ville avaient été inondées de littérature bolchévique.

Cette inquiétude à l'égard de la classe ouvrière a sans doute été exacerbée par les activités politiques des travailleurs à cette époque. En 1919, lors des élections municipales, le Trades and Labor Council présente cinq candidats aux postes d'échevin. Le *Star* publie un éditorial en première page qui démontre on ne peut plus clairement ses attitudes, et celles d'une bonne partie de la petite bourgeoisie locale, à l'égard des organisations ouvrières.

> In the councilmanic race the outlook takes on a different complexion and Labor, as dictated from Trades and

> Labor Council, has made a specific and definite bid for control of Sudbury's municipal affairs. The chief objection to this is the obvious dictatorship which so-called Labor leaders have attempted at different times throughout the past year. The movement gain control of the council may properly be interpreted as an attempt to set up an autocracy of «red» Labor in Sudbury[44].

Aucun des cinq candidats travaillistes n'a été élu bien que trois d'entre eux aient fait bonne figure.

En octobre 1919, lors des élections provinciales, le parti Independent Labor avait présenté un candidat à Sudbury contre le ministre des Mines, Charles McCrea. Bien que A.P. Sweezey soit arrivé troisième, même le *Star* fut obligé de reconnaître qu'il avait obtenu un appui imposant de la part des mineurs de Sudbury et des environs.

C'est donc dans ce contexte que la Commission royale d'enquête a tenu des audiences publiques en mai à Sudbury. Les témoignages qu'elle y a recueillis permettent de saisir la conscience de classe non seulement des travailleurs mais de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie de Sudbury.

LES RELATIONS DE CLASSE

Au cours des audiences publiques du 17 mai, douze personnes ont offert des témoignages. Quatre d'entre elles représentaient la bourgeoisie, deux la petite bourgeoisie et six la classe ouvrière. Leurs témoignages ont porté sur le chômage, la situation du logement ainsi que sur les relations entre les travailleurs et les employeurs de la région.

Au début des audiences, le président de la Commission demanda à M. J.G. Henry, marchand, entrepreneur de pompes funèbres et président du Board of Trade de donner son témoignage. Il répondit : «Je préfèrerais que M. Bell se présente en premier». Ce dernier, propriétaire de la compagnie Spanish River Lumber et l'un des bourgeois les plus en vue de la ville, se présenta devant les membres de la commission qui lui demandèrent s'il y avait du chômage à Sudbury. Il répondit qu'il semblait y en avoir. «Depuis la fin de la Guerre, dit-il, plusieurs étrangers sont dans la région à ne rien faire; nous avons réalisé qu'ils ne cherchent pas des emplois avec beaucoup d'ardeur.

Nous leur avons demandé de venir travailler mais ils ne sont pas prêts, ils ont de l'argent[45].»

Selon Bell, ces travailleurs étrangers étaient principalement des Ukrainiens et des Autrichiens dont le nombre s'élevait à 200 ou 300. Pour les autres catégories de travailleurs, il n'y avait pas de chômage ni d'insatisfaction. Selon lui, les travailleurs employés dans les camps de bûcherons du district étaient les mieux payés et les mieux nourris de tout le Canada. Quelques-uns d'entre eux étaient peut-être insatisfaits mais il s'agissait de ceux dont l'occupation principale était de «causer du trouble».

M. Bell affirma que ces travailleurs n'étaient pas organisés en syndicats à cause de la nature saisonnière de l'industrie. S'il s'agissait d'une industrie qui fonctionnait douze mois par année, toutefois, il serait en faveur d'une organisation syndicale pour les travailleurs. «Je serais heureux d'encourager tout employé à venir me voir s'il avait une suggestion à me faire; même s'ils étaient organisés, je serais heureux d'inviter leurs représentants intelligents à participer à une réunion du conseil d'administration et d'étudier certains sujets reliés à la compagnie[46].»

Le bourgeois de Sudbury affirma ensuite que l'organisation syndicale des travailleurs était plus difficile dans le Nord de l'Ontario que dans un pays comme l'Angleterre parce qu'il n'y avait pas «de matériel». Lorsqu'un commissaire lui demanda : «Voulez-vous dire que l'intelligence moyenne est basse?», il répondit : «Oui».

Selon Bell, le «mélange des races» empêchait aussi l'organisation syndicale des travailleurs forestiers. Dans le passé, dit-il, la plupart des travailleurs étaient canadiens-français mais on retrouvait maintenant plusieurs étrangers qui «se tiennent ensemble[47]».

Le directeur-gérant de la compagnie Mond, C.V. Corless, fut le deuxième à témoigner. Après avoir souligné qu'il y avait très peu de chômage dans la région, il parla des conseils industriels de la Grande-Bretagne lesquels avaient été établis pour permettre une coopération entre employeurs et employés. Selon M. Corless, ces conseils ne seraient pas pratiques dans la région parce que seulement 35% des travailleurs miniers sont Britanniques; le fait qu'une grande majorité soit des Polonais et des Slaves, dit-il, nuirait au fonctionnement de tels conseils. De plus, l'industrie minière de la région n'avait pas encore atteint un

niveau de maturité nécessaire pour le fonctionnement de tels conseils.

Êtes-vous en faveur des organisations ouvrières, lui a-t-on demandé. «Nous n'avons pas eu de grèves, répondit-il, ce qui me laisse croire que les hommes sont plus heureux ainsi que s'ils avaient été organisés, soumis à l'interférence extérieure et obligés de faire la grève ce qui les aurait menés à perdre leur emploi[48].»

Est-ce que votre compagnie est en faveur des organisations ouvrières? «Dans les vieux pays, les travailleurs sont organisés; ici ils ne le sont pas», a-t-il répondu. La compagnie avait établi des comités de sécurité dont les membres sont choisis par les surintendants parmi «les hommes qui selon eux ont suffisamment d'intelligence pour faire l'inspection des machines et des opérations[49]». Il déclara que le système d'éducation ne préparait pas suffisamment les jeunes pour entrer dans l'industrie «soit du côté des capitalistes ou du côté des travailleurs».

Il s'est dit en faveur d'un salaire minimum et d'un programme d'assurance-chômage qui serait la responsabilité de l'État.

Le vice-président Agnew de l'International Nickel répéta que la majorité des travailleurs dans les mines était de nationalités étrangères, que l'industrie avait connu très peu d'arrêts de travail parce que 90% des hommes étaient satisfaits. Il n'était pas très favorable au concept de conseils industriels dans l'industrie minière du Nord.

M. Agnew énuméra certains programmes établis par la compagnie pour le bénéfice des travailleurs. Ainsi ces derniers pouvaient se procurer des actions et devenir membres du conseil d'administration. Le commissaire Moore lui demanda alors le montant de capital que détenait la compagnie. Quarante-huit millions, répondit M. Agnew. M. Moore répliqua alors : «Même si votre force de trois milles hommes achetait des parts, ça leur prendrait beaucoup de temps avant d'y avoir une voix ou d'y obtenir le contrôle». «Certainement», répondit M. Agnew. Les travailleurs pouvaient aussi obtenir une pension après 20 ans de service continu à l'International Nickel. Le commissaire demanda si cette pension serait mise en doute si, après 18 ans de service, un homme allait en grève. En d'autres mots, demanda-t-il, cette pension est-elle au bon plaisir de la compagnie? «Elle est au bon plaisir de la compagnie», répondit M. Agnew[50].

Le surintendant de la British America Nickel Corporation, E. J. Carlyle, reprit les mêmes thèmes et les mêmes attitudes que les témoins qui l'avaient précédé.

Le président du Board of Trade, J.G. Henry, eut enfin sa chance de témoigner. Il souligna d'abord qu'il avait déjà été membre d'un syndicat et qu'en général il était sympathique aux organisations ouvrières et aux travailleurs. Selon lui, il y avait plus ou moins d'insatisfaction ouvrière dans la région. Cette insatisfaction était le résultat des salaires élevés que les travailleurs avaient reçus pendant la guerre; maintenant que la situation change, les hommes n'étaient plus du tout satisfaits. Il affirma que le coût élevé de la vie était le résultat des demandes salariales trop élevées qui se traduisaient ensuite par des prix élevés. Lorsque le commissaire Moore rappela que les statistiques du gouvernement démontraient que les salaires étaient responsables pour seulement le tiers de l'augmentation des prix, M. Henry répondit: «Le plus on paie la force de travail, le plus les prix vont augmenter en général[51].»

LA PERCEPTION DES TRAVAILLEURS

Les six travailleurs qui ont témoigné ont tous eu des perceptions fort différentes de la situation. Ainsi, A.M. Walker, un membre de l'Association internationale des machinistes, affirma qu'il y avait un taux d'insatisfaction très élevé dans le district à cause des «conditions économiques et sociales que doivent endurer les travailleurs à l'heure actuelle et surtout les conditions de travail[52]».

> This morning I heard three or four representatives of the various mining corporations and if I had been a stranger in this town I would have been inclined to think they were in favor of labor organizations. I have been a resident of this town for the past 12 years. I know different[53].

Selon Walker, les travailleurs sont insatisfaits parce que les compagnies refusent de reconnaître les organisations ouvrières. De plus, elles se débarassent de façon systématique de tout travailleur qui essaie d'organiser des syndicats. Les compagnies ne congédient pas ces travailleurs immédiatement, dit-il. On les laisse travailler pendant quelques mois et ensuite on les congédie parce que leur travail n'est pas satisfaisant. Il termina son

témoignage en disant que les compagnies de la région avaient une haine malsaine à l'égard des organisations ouvrières.

Frederick J. Eldridge, ingénieur ferroviaire et secrétaire du Trades and Labor Council, affirma pour sa part qu'il y avait beaucoup de chômage et d'insatisfaction de la part des travailleurs dans la région. Cette insatisfaction était due à la situation du logement, coût élevé de la vie et la discrimination à l'égard des travailleurs. En plus du fait que ces derniers ne pouvaient pas s'acheter une maison, la raison principale du malaise était une insatisfaction à l'égard du système.

> That is the main cause. The workers do not get enough of what they produce. It is silliness to say that the cost of living is the reason, because we are robbed anyway and in spite of the fact that the British Government issued the statement that 10,000,000 to 25,000,000 men have been killed or died through disease as the result of the war we have unemployment all over. Why? Because efficiency methods have been introduced, and there is only one method for it, and that is to reduce the hours of labour and distribute the work over a greater number of men. If the wages then paid on those hours of work are not enough to produce enough food, clothing and shelter on a better plane of life than they do today, then some other method must be found to satisfy the capitalistic class. I advocate Government ownership of everything...that is the only solution of the problem and I am only one of hundreds of workmen in Sudbury that think the same thing[54].

Le prochain témoin, Michael Balandaski, affirma qu'il y avait beaucoup de chômage dans la région en partie parce que la compagnie avait congédié plusieurs mineurs qui gagnaient $4 par jour afin d'en embaucher d'autres à 30 cents l'heure. Il se plaint aussi du traitement des Russes dans les journaux, dans la presse capitaliste, dit-il.

Un autre travailleur, D.J. Fortin, Canadien-français, se plaint aussi de la presse, particulièrement du *Star*. M. Fortin avait témoigné le matin mais demanda la permission au début de l'audience du soir de faire la déclaration suivante: «Je me rends compte que le *Star* m'a appelé un agitateur; j'aimerais savoir si j'ai dit quelque chose en votre présence ce matin qui justifie un

tel traitement?» Les membres de la commission ne répondirent pas mais plutôt demandèrent si d'autres travailleurs voulaient témoigner. A. M. Walker indiqua alors son intention de témoigner mais avant de le faire, se demanda si le *Star* allait l'étiqueter d'agitateur et demanda la protection de la Commission. Le président Mathers répondit que la Commission ne pouvait pas contrôler le *Star*.

Au cours de son témoignage dans la matinée, D.J. Fortin affirma qu'il s'était rendu aux audiences publiques sans la moindre intention de parler mais «maintenant que j'ai entendu dire que les employeurs ne sont pas contre les organisations ouvrières, je me dois de dire quelque chose car je sais que ce qu'ils ont dit n'est pas la vérité. Je sais qu'un homme est congédié dès qu'il prend part à une organisation ouvrière. Je suis natif de Sudbury, donc je connais bien la région. Aussi longtemps que je n'ai pas parlé en public, j'ai pu garder mon emploi pour trois ou cinq ans. Mais dès que j'ai participé aux organisations ouvrières, j'ai perdu mon emploi sans savoir pourquoi[55]». Selon M. Fortin, les Finlandais sont surtout victimes de ce sort.

Comme plusieurs autres travailleurs, M. Fortin a déclaré que le taux de chômage était élevé dans la région, que les compagnies exerçaient beaucoup de discrimination à l'égard des travailleurs et que l'insatisfaction était due au coût de la vie et aux loyers élevés. Dans son édition du matin, le *Star* rapporta ce qui suit au sujet des audiences :

> For employees, D.J. Fortin and Mike Balandaski, said they had been discharged by the International Nickel Co. because they belonged to unions and were on the «black list». Mr Fortin said there were about 4,000 unemployed in the district. The evidence of both Fortin and Balandaski savored much of the agitator type. Balandaski confined his remarks to a defence and reasons for Bolshevism. There were quite a number of Finnish Socialists and all evinced great interest in the proceedings[56].

Dans ce même article, le *Star* avait rapporté les propos des propriétaires et des gérants des mines sans commentaires.

Trois autres travailleurs, Dess Burbridge, Willam J. Young et H. Cornell ont témoigné au cours de ces audiences. Ils ont corroboré les témoignages de leurs collègues au sujet du taux élevé de chômage, de la situation du logement et du coût de la

vie ainsi que de l'attitude des grosses compagnies à l'égard des organisations ouvrières.

Au cours de leurs témoignages, certains travailleurs ont recommandé des régimes d'assurance nationale, soit des pensions, l'assurance-chômage et l'assurance-maladie, en somme des programmes pour venir en aide aux travailleurs et pour arrêter les compagnies de réaliser des profits excessifs.

À la fin des audiences, l'échange suivant entre M. A.M. Walker et le président Mathers de la Commission est très révélateur des relations de classes dans la région de Sudbury à cette époque.

– A. M. WALKER : Mr Chairman, would I be in order in asking you before you close what guarantee this Commission can make to the workingmen who have given evidence before you that they will not lose their jobs before you get to Toronto or Montreal because we will all get fired? For my part I am not worrying.

– CHAIRMAN : We can give no guarantee, but if anything of that kind takes place we would like to know of it.

– MR. WALKER : Are you prepared to deal with it if any of these men get fired.

– CHAIRMAN : Please let us know if any men get fired because of giving evidence here.

A. Oh, they won't fire us «because of giving evidence here»! but because after 12 years they find out we are not good enough[57].

Ces audiences démontrent certes des perceptions différentes quant à la situation sociale et économique qui prévalait à Sudbury en 1919. Ces différentes perceptions vont au-delà des individus; elles expriment des différences de classes sociales.

D'un côté, les représentants de la bourgeoisie croient que la région ne connaît pas beaucoup de chômage ni de malaise; les organisations ouvrières sont bonnes en principe en autant qu'elles sont établies ailleurs car à Sudbury les travailleurs ne sont pas encore assez intelligents pour en être membres. Le message sous-jacent qui ressort de leurs témoignages c'est que la propriété privée des moyens de production donne à ces hommes et à cette classe le droit d'acheter, de contrôler et de disposer de la force de travail sans obstacles majeurs.

Pour leur part, les travailleurs ont une perception radicalement différente de la situation sociale et économique. Les causes du malaise des ouvriers sont les relations et les conditions de travail, le coût de la vie qui empêche l'achat d'une maison ou même l'obtention d'un logis convenable. Pour remédier à cette situation, les travailleurs n'adoptent pas une position commune. Certains exigent la propriété commune, par le biais de l'État, des moyens de production; d'autres veulent des réformes telles des programmes d'assurance nationale pour accorder un minimum de sécurité à la classe ouvrière.

Dans l'ensemble toutefois, ces témoignages démontrent assez clairement que les relations de classes étaient relativement tendues à Sudbury à cette époque. L'année 1919 s'avèrera un point tournant dans l'histoire de la structure et des relations de classes dans cette petite ville transformée à jamais par le capitalisme industriel.

NOTES

1. C'est ainsi que l'historien Bryan D. Palmer a qualifié cette année dans le cadre de l'histoire de la classe ouvrière et syndicale canadienne. Voir son livre, **Working Class Experience : The Rise and Reconstitution of Canadian Labour 1800-1980,** Toronto, Butterworths, 1983.

2. Voir surtout KEALY, Gregory S. «1919 : The Canadian Labour Revolt», **Labour / Le Travail,** 13, printemps 1984, pp. 11-54.

3. Voir à ce sujet KEALY, Gregory S., op. cit., Leopold HAIMSON et Charles TILLY, (éds), **Strikes, Wars and Revolutions in an International Perspective. Strike Waves in the Late Nineteenth and Early Twentieth Centuries,** Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme, et Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

4. En 1886, suite à l'industrialisation rapide de certains secteurs de la main-d'oeuvre canadienne ainsi qu'à l'organisation nationale de syndicats, le gouvernement de John A. Macdonald a institué une Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail qui a légué des témoignages intéressants de la condition de vie ouvrière. Voir à ce sujet Fernand HARVEY, **Révolution industrielle et travailleurs : une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du XIX^{e} siècle,** Montréal, Boréal Express, 1978; Gregory S., KEALY, **Canada Investigates Industrialism : The Royal Commission on the Relation of Labour and Capital 1889,** Toronto, University of Toronto Press. 1973; Susan Mann,TROFIMENKOFF, «One Hundred and two Muffled Voices : Canada's Industrial Women in the 1880s,» **Atlantis** 3 (Autumn 1977), pp. 66-83.

5. KEALY, Gregory S., op. cit., p. 12.

6. Pour un aperçu des nombreux débats et des différentes définitions, voir entre autres Erik Olin WRIGHT, **Debates on Classes. Power and Conclict. Classical and Contemporary Debates,** Berkeley, University of California Press, 1982.

7. Voir à ce sujet CLEMENT, Wallace «Class and Property Relations; An Exploration of the Rights of Property and the Obligations of Labour,» dans **Class, Power and Property, Essays on Canadian Society,** Toronto, Methuen 1983, p. 210.

8. MACPHERSON, C. B. **Property, Mainstream and Critical Position,** Toronto, University of Toronto Press, 1978, p. 5.

9. CLEMENT, Wallace, «Canadian Class Cleavages : An Assessment and Contribution,» dans **Class, op. cit.** p. 143. Voir aussi son livre **The Challenge of Class Analysis,** Ottawa, Carleton University Press, 1988, pp. 165-203.

10. Plusieurs ont recréé l'histoire du Canadien-Pacifique à cette époque. Mentionnons, entre autres, Omer LAVALLÉE. **Van Horne's Road, Montréal, Railfare, 1974;** Harold A. INNIS, **A History of the Canadian Pacific Railway,** Toronto et Buffalo, University of Toronto Press, 1971; W. Kaye LAMB, **History of the C.P.R.,** New-York, Macmillan, 1977; J. Lorne MCDOUGALL, **Canadian Pacific, A Brief History,** Montréal, McGill University Press, 1968; Robert CHODOS, **The CPR. A Century of Corporate Welfare.** Toronto, J. Lorimer & Co., 1973; Pierre BERTON, **The National Dream, the Great Railway, 1871-1881.** Toronto, McClelland and Stewart, 1970 et **The Last Spike, The Great Railway, 1881-1885.** Toronto, McCLELLAND and Steward, 1971, Florence HOWEY, **Pioneering on the C.P.R.,** (Droits de l'auteur), 1938, s.1.

11. Dès les débuts, le Canadien-Pacifique détient le tiers des territoires situés dans les limites du village en 1890; la Compagnie de Jésus qui y bâtit l'église Sainte-Anne est propriétaire de 300 acres. Ce sont au début les deux grands propriétaires fonciers de Sudbury. La possession de ces terrains par le Canadien-Pacifique causera d'innombrables conflits et démêlés avec le Conseil municipal lorsque ce dernier voudra entreprendre des travaux de construction de route, d'aqueduc et d'égoût. Voir à ce sujet Donald DENNIE, **Sudbury 1883-1946, A Social Historical Study of Property and Class,** Thèse de Ph. D., Ottawa, Université Carleton, 1989.

12. À la fin des années 1880, Ritchie et Canadian Copper étaient propriétaires de 6,000 acres dans le seul canton de McKim. Voir Donald DENNIE, Sudbury, **op. cit.,** p. 40.

13. Pour un aperçu de l'histoire de cette compagnie et de ses relations avec les autres compagnies minières de la région, voir surtout O. W. MAIN, **The Canadian Nickel Industry: A Study in Market Control and Public Policy,** Toronto, University of Toronto Press, **Story of International Nickel Company of Canada,** New-York, G.P. Putnam's Sons, 1960.

14. Voir surtout HALLSWORTH, Gwenda, **A Good Paying Business, Lumbering on the North Shore of Lake Huron, 1850-1910, with Particular Reference to the Sudbury District,** Thèse de M. A., Université Laurentienne, 1983. Department of Lands and Forests, **A History of the Sudbury Forest District,** Toronto, 1967.

15. Voir NELLES, H.V., **The Politics of Development. Forests, Mines and Hydro-Electric Power in Ontario, 1849-1941,** Toronto, Macmillan of Canada, 1974.

16. Les Canadiens-français viennent surtout de l'Est ontarien et de l'Ouest québécois bien qu'un certain nombre vient d'autres régions de la province de Québec. Voir Donald DENNIE, **La paroisse Sainte-Anne-des-Pins de Sudbury, 1883-1943 : une étude de démographie historique**, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, documents historiques n° 84, 1986.

17. CUTHBERT BRANDT, Gail, **J'y suis, j'y reste, French Canadians of Sudbury, 1883-1913**,Toronto, Thèse de Ph. D., York University, 1976, p. 41.

18. Voir DENNIE, Donald, **Sudbury, op.cit.**, pp. 57-58.

19. **Ibid.**, p. 58.

20. L'Assemblée législative de l'Ontario a accordé une charte de ville à Sudbury le 14 avril 1892. Voir les **Statuts de l'Ontario**, 1892, chapitre 88.

21. Voir DENNIE, Donald, **Sudbury, op. cit.**, pp. 45-46.

22. **Sudbury Star**, le 11 juin, 1919, p. 1.

23. Voir à ce sujet, GERVAIS, Gaétan, «Le réseau ferroviaire du Nord-Est de l'Ontario, 1881-1931,» **Revue de l'Université Laurentienne**, vol. XIII, n° 2, février 1981, pp. 35-63.

24. Pour une analyse des entreprises de Clergue dans le Nord-Est de l'Ontario, voir surtout MCDOWALL, Duncan, **Steel at the Sault, Francis H. CLERGUE, Sir James DUNN and the Algoma Steel Corporation 1901-1956**, Toronto, University of Toronto Press, 1984. Pour une histoire des compagnies ferroviaires reliées à Clergue, voir Dale WILSON, **Algoma Eastern Railway**, Revised and Expanded Edition, Sudbury, Nickel Belt Rails, 1979, O.S. Nock, **Algoma Central Railway**, Sault Ste. Marie, Algoma Central Railway et London, Adam & Charles Black, 1975, Dale WILSON, **Tracks of the Black Bear. The Story of the Algoma Central Railroad**, Green Tree Publishing Co., 1974, Gaétan GERVAIS, «le réseau ferroviaire...» **op. cit.**

25. Ontario Department of Lands and Forests, **A History, op. cit.**, p. 25.

26. Parmi d'autres propriétaires importants dans l'industrie forestière qui se sont établis à Sudbury, il faut mentionner D. H. HAIGHT, W. B. PLAUNT, Ben MERWIN et M. J. POUPORE.

27. C'est du moins l'avis de O. W. MAIN, **op. cit.**, p. 67.

28. **Ibid.**, p. 45.

29. Voir MCDOWALL, Duncan, **Steel at the Sault, op. cit.**

30. Voir DENNIE, Donald, **Sudbury, op. cit.**, pp. 158-162.

31. Pour comprendre la politique reliée à l'hydro-électricité en Ontario et dans la région, voir H. V. NELLES, **The politics, op. cit.**, Ontario Department of Mines, Annual Report, Vol XIV, Part 1, p. 10 et Donald DENNIE, **Sudbury, op. cit.**, pp. 163-167.

32. Pour une explication technique de ces transformations, voir les rapports annuels de l'Ontario Bureau of Mines, 1904-1919; International Nickel Company of Canada, **The Mining and Smelting Operations**, Toronto, Canadian Institute of Mining and Metallurgy, Mars, 1920, pp. 43-50, **Report of the Royal Ontario Nickel Commission**, Toronto, 1917, pp. 428-450.

33. Voir DENNIE, Donald, **Sudbury, op. cit.**, pp. 196-197.

34. Pour une brève histoire de la politique reliée à l'achat de cette source d'énergie, voir DENNIE, Donald, **ibid**, pp. 183-187. Il suffit de mentionner que

le conseil municipal a préféré la compagnie Wahnapitae Power, propriété de Cochrane et McVittie, peu de temps après que Cochrane eut terminé son mandat comme maire de la ville et peu de temps avant qu'il ne devienne un membre important du gouvernement ontarien.

35. Voir à ce sujet PERETTE, Linda, et Linda WOOD, **History of Northern Breweries**, Sudbury,Sudbury 2001, 1979.

36. La ville comptait déjà le **Journal**, un hebdomadaire publié depuis 1890 qui allait fermer ses portes en 1917; elle allait compter un journal radical finlandais, le **Vapaus**, à partir de 1917.

37. L'histoire de cette compagnie, incorporée en 1912, illustre bien la politique municipale de cette époque. Les propriétaires de la compagnie, W.J. Bell, J.J. Mackey, Wilbur Cochrane, D.M. Morin, Louis Laforest et Lawrence O'Connor, constituaient un groupe politique auquel allait se joindre l'avocat canadien-français J.-N. Desmarais. Lawrence O'Connor, qui allait devenir gérant de la compagnie, a été maire de la ville et président du Board of Trade pendant plusieurs années. Deux autres maires de la ville ont aussi été reliés à ce groupe. La compagnie a obtenu l'appui financier du conseil municipal au cours de son histoire. Lors d'un conflit avec Mason, propriétaire du **Sudbury Star** et d'une compagnie d'autobus dans les années 1920, ce groupe avait aussi cherché à établir un deuxième journal de langue anglaise à Sudbury mais sans succès.

38. En 1914, le marché agricole ouvre ses portes à Sudbury. Le Board of Trade avait rencontré à quelques reprises des délégations de marchands et de fermiers de Rayside-Balfour, dirigées par le curé de Chelmsford, afin d'améliorer les routes vers Sudbury. Voir DENNIE, Donald, **Sudbury, op. cit.**, p. 212.

39. Parmi ces derniers, on doit mentionner entre autres LABERGE, J.-A. et J.-B., Émile et Félix RICARD, Napoléon ADAM, P.-A. COMTOIS, Louis LAFOREST.

40. DENNIE, Donald, **Sudbury op. cit.**, pp. 258-262. Voir à ce sujet Janice ACTON, éd. **WOMEN AT WORK : Ontario 1850-1930**, Toronto, Canadian Women's Educational Press, 1974, Pat et Hugh ARMSTRONG, **The Double Ghetto : Canadian Women and Their Segregated Work**, Revised Edition, Toronto, McClelland and Stewart, 1984, Collectif Clio, **Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles**, Montréal, Les Quinze, 1982.

41.Voir DENNIE, Donald, **Sudbury, op.cit.** p. 273 et Ministère du Travail, **Report on Labour Organizations in Canada, 1911-1919.** Ottawa.

42. SOLSKI, Mike et John SMALLER, **Mine Mill. The History of the International Union of Mine, Mill and Smelter Workers in Canada Since 1895**, Ottawa, Steel Rail Publishing, 1984, p. 99.

43. **Sudbury Star**, 1 juillet, 1914, p. 1.

44. **Ibid.**, 31 décembre 1919, p. 1.

45. **Report of the Royal Commission on Industrial Relations**, 1919, p. 1, Archives publiques du Canada, M 1981. La traduction est la mienne.

46. **Ibid.**, p. 3.

47. **Ibid.**, p. 5.

48. **Ibid.**, p. 15.

49. **Ibid.**, p. 18.

50. **Ibid.**, p. 45.
51. **Ibid.**, p. 75.
52. **Ibid.**, p. 85.
53. **Ibid.**, p. 96.
54. **Ibid.**, pp. 83-84.
55. **Ibid.**, p. 47.
56. **Sudbury Star,** 17 mai, 1919, p. 2.
57. **Report, op. cit.**, pp. 79-80.